



Le « en même temps » à la preuve du temps !

Description

La campagne présidentielle de 2017 a été marquée par le « en même temps » avancé par Emmanuel Macron qui promettait de gouverner avec différentes sensibilités politiques. Sept ans plus tard, cette promesse est oubliée et l'Assemblée Nationale ressonne surtout d'insultes entre tous les groupes présents. Les résidents de la résidence Trianon s'en démeument.

Revue de presse à la résidence autonomie du Trianon à Rouen.

Participants : Daniel, Evelyne, Jean, Joelle, Martine, Monique, Odette, Odile, Pierre, Thierry, Viviane et Helena, animatrice.

Pierre : L'impasse politique que nous connaissons est épisodique. Que peut-on attendre de nos élus quand on voit que certains dansent entre eux en viennent à se menacer physiquement. Heureusement, il y a des gens qui ont pris suffisamment de recul et ont eu la sagesse de ne pas renverser le gouvernement de François Bayrou dès son arrivée ; ils vont essayer de discuter, c'est bien.

Daniel : La France a besoin d'un minimum de stabilité pour ne pas s'enfoncer davantage dans la crise. Outre les problèmes budgétaires, la censure présidentielle du gouvernement pourrait poser un vrai problème politique. Les partis les plus extrémistes souhaitent que l'élection présidentielle soit avancée ; ils estiment qu'ils auront de meilleures chances de l'emporter. Le risque d'avoir Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen au second tour est réel.

Thierry : Le spectacle que l'on nous propose est vraiment mauvais. Quelles sont les perspectives d'avenir ? Je n'en vois pas.

Pierre : Notre système est à bout ; il n'est pas prévu pour permettre à des groupes minoritaires de travailler ensemble. L'Assemblée nationale est composée de députés qui viennent de tous les bords mais qui n'arrivent pas à se parler. Quand ils appartiennent à des partis trop faibles, ils se contentent de bloquer les idées qui ne viennent pas d'eux.

J'ai des origines belges. Quand la Belgique est restée plusieurs mois sans gouvernement, la gestion du pays a été assurée par un « gouvernement des affaires courantes ». La Belgique

est moins centralisé et, même dans cette période, les partis se parlaient et cherchaient des compromis. En France, nos dirigeants ne savent pas faire cela.

Odile : Quand on voit nos élus si injurier aussi violemment, on en arrive à ne plus faire confiance à personne. On a l'impression que chacun mène sa petite barque sans trop savoir. Même Emmanuel Macron ne propose pas de perspective claire ; il donne l'image de quelqu'un qui parle avec tout le monde mais qui n'a aucune personne.

Daniel : Le poids politique d'Emmanuel Macron a beaucoup diminué sur le plan national, ça est peut-être à l'étranger qu'il peut davantage se faire entendre.

Pierre : Quand il a été élu en 2017, je pensais qu'il créerait les conditions d'un véritable dialogue entre les différents partis politiques mais il n'a aucunement que les gens de son camp sans jamais tenir compte des avis contradictoires.

Daniel : A l'époque, je ne croyais pas trop à cette promesse du « en même temps » mais j'espérais quand même. J'aurais aimé voir naître un nouveau dialogue entre les différents courants politiques.

Viviane : Moi, j'espérais que les élus comprennent que le bien du pays passait par une entente commune.

Pierre : Les partis sont souvent dirigés par des personnes qui pensent avant tout à leur avenir personnel et à leurs chances de succès aux prochaines élections.

Viviane : Cet egocentrisme n'incite personne à aller voter.

Jean : L'idée du « en même temps » a complètement disparu.

Thierry : Quand Emmanuel Macron a été élu en 2017, je me disais que les bonnes volontés locales allaient pouvoir inspirer de cette idée du « en même temps » pour parler ensemble. Car je crois au dialogue, j'ai été à la direction syndical. J'ai travaillé dans deux entreprises de transport à Rouen et j'ai été à la direction aménager négocier avec différents patrons. Dans la première entreprise, ça se passait très bien, on pouvait discuter et chercher des compromis mais dans la seconde, on n'y arrivait pas ; toutes nos propositions finissaient à la poubelle. Cela gênait des conflits.

Notre représentativité nous permettait de continuer à faire des propositions pour régler les problèmes qui pouvaient exister mais ce n'était pas motivant. L'ambiance dans l'entreprise même en ressentait : quand un patron ne vous respecte pas, ce n'est pas la peine de demander un effort aux salariés. Rien ne bougeait.

Pierre : Moi, j'étais représentant syndical pour la CFDT à la régie Renault. Quand on changeait avec le patronat, on veillait à faire des propositions acceptables mais la qualité du dialogue dépendait beaucoup de la direction. Parmi tous les dirigeants de Renault que j'ai connus, Louis Schweitzer a été le plus ouvert au dialogue. Avant lui, on avait déjà supporté Raymond Levy qui détestait les syndicats et surtout la CGT. On n'arrivait à rien avec lui et la base était mal contente, mais ça n'était pas motivant. C'est avec la direction de l'usine de Clion que l'on a trouvé le meilleur accord ; nous avons réussi à convaincre d'intégrer définitivement 100 personnes qui avaient été initialement

embauchées en contrat court. Comme quoi, le dialogue, ça marche, c'est utile, mais il faut que les différentes parties y soient prêtes

Categorie

1. hors les murs

date crée

18/02/2025